

**Première note de lecture
concernant
le rapport Pébereau sur l'endettement public français**

Auteur Philippe Brindet
date 16 décembre 2005

Quel est l'endettement de l'état français ?

Voilà la question que l'on croyait posée par le ministre Breton à un haut fonctionnaire du ministère des finances devenu, par la grâce de son maître républicain, dirigeant de grandes entreprises financières, à la gestion des plus opaques.

Des indiscretions de journalisme semblaient indiquer que l'endettement trouvé dépasserait largement les 2.000 milliards d'euro.

Eh bien, non ! Rendue publique, l'endettement des administrations publiques de l'état français se monte seulement à 1.100 milliards d'euro.

Pourquoi ce faible chiffre ? Ce chiffre était parfaitement connu avant l'exécution des travaux préparatoires à ce fameux rapport. Inutile de rechercher un complot caché : il suffit de lire la photocopie de la lettre de mission insérée dans le rapport Pébereau et signée du ministre des finances lui-même, qui écrivait à M. Pébereau, chargé de ce rapport :

« Monsieur le Président, Cher Michel, ...

La dette publique dépasse 1000 milliards d'euro, soit plus de 17 000 EUR par français... »

De qui se moque-t-on en publiant un tel rapport ?

D'abord, on remarque que le ministre appelle par son petit nom le collaborateur qui lui sert d'arbitre budgétaire entre les recettes et les dépenses. Le ministre Breton craignait-il tellement la réaction des hommes politiques qu'il ait préféré charger un banquier de ses amis pour faire une telle analyse dont le ministre était pourtant responsable ?

Préférant « passer pour un héros plutôt que pour autre chose » (Robert Lamoureux, *La 7ème Compagnie ...*), le ministre Breton aurait ainsi annoncé lui-même le chiffre que devait trouver son ami Michel afin de lui éviter de faire de « mauvaises découvertes » ?

En réalité, tout le monde sait que le Cher Michel a bien été obligé d'annoncer que la comptabilité publique était très mal tenue, et en particulier, qu'elle « oubliait » de calculer plus de 60 % des charges de l'état français.

Il faut donc se rendre à l'évidence, l'endettement de l'état français n'est pas de 1.100 milliards d'euro. Il dépasse très largement les 2.000 milliards d'euro que la presse avait finie par annoncer avant la publication du rapport Pébereau.

De ce fait, le remboursement attaché à chaque français dépasse 34 000 EUR , et

non pas les 17 000 EUR annoncés par le ministre Breton, et cela, sans compter l'intérêt de la dette.

Après un tel aveu, il est très probable d'ailleurs que le montant de ces intérêt va augmenter, parce que les prêteurs vont commencer à douter sérieusement des capacités de remboursement de l'état français, et remonter le taux des prêts.

Il y a donc tout lieu de parier que ce sera dans l'épargne des citoyens français, personnes physiques, incapables de se défendre par la protestation violente, que l'état français puisera de quoi rembourser les prêteurs les plus virulents.

Il s'agira essentiellement des retraités et des classes moyennes supérieures.

Bon appétit, citoyens, si la Nausée ne vous a pas encore prise !

0
0 0